

Près d'un millier de salariés sont aujourd'hui dans l'incertitude la plus totale quant à leur avenir.

Pour mémoire, il est résulté du passage d'EPIC à S.A une profonde modification du contexte institutionnel générant une dégradation du mode de financement de nos Activités sociales.

La modification de la structure des entreprises historiques (rappelez-vous, EDF-GDF), la filialisation des activités de transport, de distribution, la fin des monopoles publics de distribution et de commercialisation de l'électricité et du gaz, de production d'électricité...

FO Énergie et Mines a toujours alerté les agents des dangers générés par ces modifications : elles sont devenues réalité.

Ces éléments ne peuvent occulter des choix de gestion de la CCAS fort discutables. Mais l'avenir de nos Activités sociales et celui de nos collègues de la CCAS, entre autres de la restauration méridienne, mérite que nous nous attachions à réfléchir de manière constructive.

DES PROPOSITIONS INACCEPTABLES

Quand bien même la situation financière est extrêmement préoccupante, les pistes présentées aux organisations syndicales, dans le cadre de la négociation ouverte au niveau de la branche, soulèvent des questions essentielles :

■ Comment pourrions-nous cautionner que près d'un millier de nos collègues soit livré en pâture à un prestataire « repreneur » de l'activité, perdant au passage leurs acquis... ?

■ Que penser du fait que l'on ose inviter les organisations syndicales à rencontrer l'un des « candidats » à cette « reprise » ?

■ Quelle est l'ambition inavouée des employeurs en faisant de la CCAS et des CMCAS des employeurs de pleins exercices, de droits et de faits ?

■ En matière de financement, un périmètre limité aux entreprises actuelles de la branche de l'énergie ne peut être une donnée viable dans le temps. Tout scénario présenté ainsi comporterait donc une inconnue dans cette équation : **qui financera et pérennisera à plus ou moins court terme ?**

CCAS : Plan social à la restauration méridienne ?

AUCUN DE NOS COLLÈGUES
NE DOIT ÊTRE SACRIFIÉ

NOS REVENDICATIONS SONT CLAIRES :

■ **Des modalités de financement des Activités sociales viables**, gravées dans le marbre du Statut national des IEG, dont la défense est plus que jamais indispensable.

■ **NON au transfert des salariés de la restauration méridienne.**

■ **Mise au Statut des salariés conventionnés et respect des droits acquis.**

■ **Renégociation de la convention de 1988** qui aurait dû permettre d'ouvrir l'accès des restaurants méridiens à un plus grand nombre d'extérieurs, contribuant ainsi à pérenniser l'activité de restauration.

■ **Instauration d'un chèque repas pour les 3 salariés sur 5 qui ne bénéficient pas d'un point de restauration** sur leur lieu de travail...

■ **NON au sacrifice de nos retraités et pensionnés**, dont leurs anciens employeurs ne veulent plus entendre parler. Il faut prouver que l'intergénérationnel n'est pas qu'un mot à la mode.



NE L'OUBLIONS PAS : le contexte dans lequel nous nous retrouvons, les menaces pesant sur nos collègues de la CCAS sont aussi le fruit de ce qui fut présenté en introduction de ce communiqué.

Une fois de plus, lorsque des milliards glissent vers les actionnaires, **les seules victimes sont : les agents, leur Statut, nos Activités sociales.**

Cette équation est inacceptable.

Avec FO Énergie et Mines, AGIR, POUR NE PAS SUBIR!